

FIDUCIAL OFFICE SOLUTIONS

Société Anonyme au capital de 22 000 000€
Siège social : 41, rue du Capitaine Guynemer 92400 Courbevoie
969 504 133 RCS Nanterre

Rapport Financier semestriel Sur les comptes arrêtés au 31 mars 2009

Sommaire :

- 1° Comptes consolidés simplifiés au 31 mars 2009
- 2° Rapport semestriel d'activité
- 3° Déclaration des personnes physiques assumant la responsabilité du rapport financier semestriel
- 4° Rapport des contrôleurs légaux sur l'examen limité des comptes précités

1° Comptes consolidés pour la période du 1^{er} octobre 2008 au 31 mars 2009

I – Bilan

ACTIF	31/03/2009			31/03/2008	30/09/2008
	BRUT	AMORT. ET PROV	NET	NET	NET
Immobilisations incorporelles	43 444	1 295	42 149	42 172	42 161
Immeubles de placement			-	-	-
Immobilisations corporelles	15 522	12 318	3 204	2 084	3 014
Actifs financiers					
Titres de participation			-		-
Autres	2 230	140	2 089	1 886	1 960
Impôts différés	416		416	710	145
Titres mis en équivalence					
ACTIFS NON COURANTS	61 611	13 753	47 859	46 852	47 280
Stocks et en cours	11 722	1 328	10 394	11 138	10 743
Clients et autres débiteurs					
Avances et acptes versés sur commandes	-		-	45	531
Créances clients	46 612	1 791	44 821	51 975	45 264
Créances diverses	20 552		20 552	18 630	19 689
Trésorerie et équivalent					
Valeurs mobilières de placement	109		109	1 154	
Disponibilités	2 916		2 916	3 083	2 413
ACTIFS COURANTS	81 911	3 119	78 792	86 026	78 640
TOTAL GENERAL	143 523	16 872	126 651	132 878	125 920

PASSIF	AVANT REPARTITION		
	31/03/2009 (6 mois)	31/03/2008 (6 mois)	30/09/2008 (12 mois)
Capital social	22 000	22 000	22 000
Primes d'émission			-
Réserves consolidées	29 389	24 360	24 354
Résultat net - Part groupe	1 312	2 302	5 035
Capitaux propres - Part groupe	52 701	48 662	51 389
Intérêts des minoritaires :			
. Dans les réserves	-	-	-
. Dans le résultat	-	-	-
Intérêt minoritaires	-	-	-
Autres fonds propres consolidés	3 760	3 760	3 760
Impôts différés	166	191	234
Provisions pour risques et charges	2 901	5 440	3 779
Provisions pour risques et charges	3 067	5 631	4 013
Emprunts/dettes établissements de crédit	1 851	1 900	1 070
Emprunts/dettes financières divers	1 435	1 638	1 224
Passifs financiers	3 286	3 538	2 294
PASSIFS NON COURANTS	62 814	61 591	61 456
Dettes financières (part à moins d'un an)	2 152	5 399	2 465
Avances et acomptes reçus sur commandes	1 154	688	1 482
Dettes fournisseurs	45 800	49 238	44 315
Dettes fiscales et sociales	11 460	12 327	12 439
Dettes sur immobilisations	2 273	2 661	2 661
Dettes diverses	998	976	1 102
PASSIFS COURANTS	63 837	71 288	64 464
TOTAL GENERAL	126 651	132 878	125 920

II – Compte de résultat

	31/03/2009 (6 mois)	31/03/2008 (6 mois)	30/09/2008 (12 mois)
Chiffres d'affaires	105 934	112 693	211 547
Autres produits de l'activité			
Achats consommés	62 736	64 467	122 197
Charges de personnel	20 626	21 610	40 401
Charges externes	19 084	19 718	37 076
Impôts et taxes	1 463	1 605	2 850
Dotations aux amortissements	319	355	627
Dotations aux provisions	286	494	618
Variation des stocks de produits en cours et de produits finis	62	- 32	14
Autres produits et charges d'exploitation	552	506	415
Résultat opérationnel courant	2 034	4 920	8 179
Autres produits et charges opérationnels	533	- 591	194
Résultat opérationnel	2 567	4 329	8 373
Produits de trésorerie et d'équivalents de trésorerie			
Coût de l'endettement financier brut	136	300	496
Coût de l'endettement financier net	- 136	- 300	- 496
Autres produits et charges financiers	105	224	416
Charge d'impôt	- 1 224	- 1 950	- 3 258
Quote-part du résultat net des sociétés mises en équivalence	-	-	
Résultat net d'impôt sur les actifs non courants destinés à la vente	-	-	
Résultat net	1 312	2 302	5 035
Part du groupe	1 312	2 302	5 035
Intérêts des minoritaires			
Nombre d'actions	2 169 232	2 169 232	2 169 232
Résultat par action (€)	0,60	1,06	2,32
Résultat dilué par action (€)	0,60	1,06	2,32

III – Tableau des flux de trésorerie

	31/03/2009 (6 mois)	31/03/2008 (6 mois)	30/09/2008 (12 mois)
OPERATIONS D'EXPLOITATION			
Résultat net	1 312	2 302	5 035
Amortissements et provisions	- 864	388	- 958
Plus ou moins value de cession	- 9	-	20
Subventions virées au résultat		-	-
Impôts différés	- 338	179	785
Variation du BFR	1 743	- 879	2 169
FLUX DE TRESORERIE PROVENANT DE L'EXPLOITATION	1 844	1 990	7 051
OPERATIONS D'INVESTISSEMENT			
Acquisitions d'immobilisations incorporelles		- 11	- 11
Cessions d'immobilisations incorporelles		-	-
Acquisitions d'immobilisations corporelles	- 497	- 165	- 1 395
Cessions d'immobilisations corporelles	8	5	18
Acquisitions d'immobilisations financières	- 134	- 155	- 305
Cessions d'immobilisations financières		15	90
Trésorerie nette sur acquisition et cessions filiales		-	-
Dividendes reçus des Stés MEE		-	-
FLUX DE TRESORERIE PROVENANT DES INVESTISSEMENTS	- 623	- 311	- 1 603
OPERATIONS DE FINANCEMENT			
Augmentation de capital ou apports		-	-
Dividendes versés		-	-
Variation des comptes courants	- 931	- 1 137	- 2 163
Nouveaux emprunts	2 659	934	190
Remboursements d'emprunts	- 1 855	- 428	- 4 677
FLUX DE TRESORERIE PROVENANT DU FINANCEMENT	- 127	- 631	- 6 650
VARIATION DE TRESORERIE	1 094	1 048	- 1 202
TRESORERIE D'OUVERTURE	1 366	2 567	2 567
TRESORERIE A LA CLOTURE	2 460	3 615	1 366

LIBELLE	31/03/09	30/09/08	VARIATION
VMP	109	0	109
Disponibilités	2 916	2 412	504
Total actif	3 025	2 412	613
Concours bancaires	-565	-1 046	481
Total passif	-565	-1 046	481
Tresorerie Nette	2 460	1 366	1 094

IV – Tableau de variation des capitaux propres

	Capital	Reserves et resultat consolidés	Résultats enregistrés directement en capitaux propres	Capitaux propres part groupe
Au 30/09/2006	22 000	19 205	- 121	41 084
Changements de méthode				-
Opérations sur capital				-
Dividendes versés				-
Resultat de l'exercice		5 288		5 288
Résultats enregistrés directement en capitaux propres				-
Juste valeur des instruments dérivés			- 10	10
Variation de périmètre				-
Autres variations				-
Au 30/09/2007	22 000	24 493	- 131	46 361
Changements de méthode				-
Opérations sur capital				-
Dividendes versés				-
Resultat de l'exercice		5 035		5 035
Résultats enregistrés directement en capitaux propres				-
Juste valeur des instruments dérivés			- 7	7
Variation de périmètre				-
Autres variations				-
Au 30/09/2008	22 000	29 528	- 138	51 389
Changements de méthode				-
Opérations sur capital				-
Dividendes versés				-
Resultat du semestre		1 312		1 312
Résultats enregistrés directement en capitaux propres				-
Juste valeur des instruments dérivés				-
Variation de périmètre				-
Autres variations				-
Au 31/03/2009	22 000	30 840	- 138	52 701

V ANNEXE AUX COMPTES CONSOLIDES SEMESTRIELS DE FIDUCIAL OFFICE SOLUTIONS

1. REGLES ET METHODES COMPTABLES

Les comptes semestriels du 31 mars 2009 sont établis en conformité avec les normes IFRS en vigueur dans l'Union Européenne.

Fiducial Office Solutions a décidé :

- de présenter son tableau d'activité et de résultats sous forme de comptes intermédiaires conformément à l'article 222-4 de l'AMF (voir, aussi la recommandation n°1999-R.01 du CNC) ;
- d'utiliser le modèle de compte de résultat par nature issu de la recommandation 2004-R.02 du CNC.

Les normes et interprétations officielles éventuellement applicables postérieurement à la date d'arrêté n'ont pas été appliquées par anticipation. Leur mise en œuvre n'a pas entraîné de changement significatif sur les modalités d'évaluation et de présentation des comptes.

A – CHOIX DES SOCIETES CONSOLIDEES

Les sociétés dans lesquelles la participation directe ou indirecte du Groupe est inférieure à 20 %, ne sont pas retenues en consolidation, ainsi que celles dont la consolidation ne présenterait pas un caractère significatif à l'échelle des comptes consolidés, du fait de leur faible importance. Toutes les sociétés retenues sont intéressées directement ou indirectement à l'un des métiers du Groupe : imprimerie et arts graphiques, fournitures et équipement de bureau.

B – METHODES DE CONSOLIDATION

Les comptes consolidés par la méthode d'intégration globale comprennent les comptes de la société FIDUCIAL OFFICE SOLUTIONS et ceux des filiales significatives dont elle a le contrôle exclusif.

C – IMMOBILISATIONS INCORPORELLES

Il s'agit principalement des concessions, brevets, licences et des contrats clients acquis. Sont classés dans cette rubrique les marques et les logiciels à usage interne. Pour les logiciels, les amortissements sont calculés selon le mode linéaire et la durée d'utilité retenue est de 1 an.

Les anciennes parts de marché constatées dans le cadre de regroupements d'entreprises ont été reclassées en goodwill (§. D) en tant qu'élément incorporel non identifiable par application des critères de reconnaissance de la norme IAS 38. Ils font l'objet de test annuel de dépréciation selon la méthode des DCF (*discounted cash-flows*) pour la détermination des valeurs d'utilité au niveau des UGT (distribution, arts graphiques et autres activités) selon la norme IAS 36.

D – GOODWILL

Les écarts de première consolidation représentent la différence entre le prix d'acquisition des titres consolidés et la quote-part correspondante dans la juste valeur des actifs et passifs identifiables des sociétés acquises à la date de prise de contrôle.

Conformément à la norme IFRS 3, ces écarts de première consolidation sont affectés en priorité aux actifs et aux passifs identifiables des sociétés concernées, et sont amortis sur la durée de vie restant à courir des immobilisations lorsqu'ils sont affectés à des immobilisations amortissables.

Par application de la norme IFRS 3, les goodwill sont inscrits dans le poste « immobilisations incorporelles ».

Conformément à la norme IFRS 3, les goodwill ne sont plus amortis. En contrepartie les goodwill font l'objet d'un test de dépréciation annuel.

IAS 36 « Dépréciation d'actifs », prescrit que ce test de dépréciation soit réalisé, soit au niveau de chaque Unité Génératrice de Trésorerie (UGT) à laquelle le goodwill a été affecté, soit au niveau de regroupement au sein d'un secteur d'activité ou du secteur géographique auquel est apprécié le retour sur investissement des acquisitions.

Le niveau d'analyse auquel FIDUCIAL OFFICE SOLUTIONS apprécie la valeur actuelle des goodwill correspond aux UGT.

La nécessité de constater une perte de valeur est appréciée par comparaison entre la valeur comptable des actifs et passifs des UGT et leur valeur recouvrable. La valeur recouvrable est la plus élevée entre la valeur de marché et la valeur d'utilité.

La valeur d'utilité est estimée par actualisation de flux de trésorerie futurs sur une période de cinq ans.

La valeur de marché est appréciée au regard de transactions récentes ou de pratiques professionnelles.

E – IMMOBILISATIONS CORPORELLES

Conformément à la norme IAS 16, les immobilisations corporelles sont comptabilisées pour leur coût d'acquisition y compris les frais d'acquisition. Les amortissements sont calculés selon le mode linéaire ou dégressif sur la durée d'utilité propre des immobilisations. Les durées d'utilité appliquées sont les suivantes :

- Constructions 20 et 33 ans
- Matériel et outillage, matériel informatique de 3 à 10 ans
- Matériel informatique destiné à la location de 2 à 3 ans
- Matériel de transport de 3 à 5 ans
- Mobilier, matériel de bureau de 5 à 10 ans
- Agencements, aménagements, installations de 3 à 10 ans

Contrat de location

Les contrats de location qui transfèrent au Groupe la quasi-totalité des risques et avantages inhérents à la propriété d'un actif sont classés en tant que contrat de location financement.

Les biens loués en vertu de contrats qualifiés de location financement sont comptabilisés en immobilisations corporelles en contrepartie d'une dette financière de même montant, à la juste valeur du bien loué ou à la valeur actualisée des paiements minimaux si celle-ci est inférieure.

Les biens correspondants sont amortis sur une durée d'utilité identique à celle des immobilisations corporelles acquises en propre.

L'activation de contrats de location financement conduit à la constatation d'impôts différés le cas échéant.

Les contrats de location qui ne confèrent pas au Groupe la quasi-totalité des risques et avantages inhérents à la propriété sont classés en location simple. Les paiements effectués au titre de ces locations simples sont comptabilisés en charges opérationnelles courantes de façon linéaire sur la durée du contrat.

F – IMMOBILISATIONS FINANCIERES

Les titres de participation dans les sociétés non consolidées sont évalués au coût d'acquisition. A chaque clôture, la valeur de chaque participation est appréciée sur la base de critères économiques et financiers issus des dernières situations comptables et des perspectives de développement de ladite société. Si cette valeur est inférieure au coût d'acquisition, une provision pour dépréciation est alors constituée.

G – STOCKS ET EN-COURS

Conformément à la norme IAS 2 «Stocks », les stocks sont évalués au plus faible de leur coût de revient et leur valeur nette de réalisation.

La valorisation des stocks et en-cours au prix de revient ne concerne que les stocks de travaux en-cours et les stocks de produits finis de l'activité imprimerie. Ces stocks sont généralement d'un montant très faible.

Les stocks de marchandises sont valorisés au dernier prix d'achat méthode adaptée à la rotation rapide des stocks et qui ne génère pas d'écart significatif avec la méthode FIFO.

Le coût de revient des stocks de marchandises inclut l'ensemble des coûts constitutifs du coût d'achat des marchandises vendues et prend également en compte la totalité des conditions de remises obtenues à l'achat.

H – CREANCES DOUTEUSES

Les créances clients sont valorisées à leur valeur nominale. A chaque clôture, ces créances font systématiquement l'objet d'une analyse au cas par cas en vue d'identifier spécifiquement les créances douteuses. Ces dernières font l'objet d'une provision pour dépréciation à hauteur du risque d'irrecouvrabilité calculé sur le montant hors taxes. Par ailleurs, il est constitué une dépréciation en fonction de l'ancienneté des créances.

I – VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENT

Elles sont enregistrées à leur coût historique d'acquisition. Une provision pour dépréciation est comptabilisée lorsque le cours de clôture est inférieur au coût d'acquisition.

J – REGROUPEMENT D'ENTREPRISE

Conformément à IFRS3, les regroupements d'entreprises sont comptabilisés selon la méthode de l'acquisition. Selon cette méthode, lors de la première consolidation d'une entité dont le Groupe acquiert le contrôle, les actifs et les passifs, ainsi que les passifs éventuels identifiables, sont comptabilisés à la juste valeur à la date d'acquisition.

Selon IFRS3, lors de la prise de contrôle d'une entreprise, la différence entre la quote-part d'intérêts de l'acquéreur dans la juste valeur des actifs, passifs et passifs éventuels identifiables à la date de prise de contrôle et le coût d'acquisition constitue un écart d'acquisition.

Au moins une fois l'an, la Société met en œuvre des tests de pertes de valeur au titre de ses actifs immobiliers.

K – IMPOTS DIFFERES

Conformément à la norme IAS 12, les impôts différés qui sont constatés au bilan et au compte de résultat sont calculés selon la méthode du report variable et résultent :

- des charges et produits pris en compte dans le résultat fiscal au cours d'exercices différents de ceux des comptes annuels ;
- des retraitements et éliminations propres à la consolidation ayant un impact sur le résultat ou les capitaux propres.

Un crédit d'impôt au titre des déficits fiscaux reportables est constaté lorsque la société concernée devient bénéficiaire ou s'il existe une très forte probabilité qu'elle se trouve dans une situation bénéficiaire au cours des exercices suivants.

Fiducial Office Solutions constate un impôt différé sur les écarts d'évaluation apparaissant lors de l'acquisition d'une entreprise par le groupe.

L – AVANTAGES AU PERSONNEL

Conformément à la norme IAS 19, les indemnités de fin de carrière (IFC) sont évaluées selon la méthode rétrospective des unités de crédit projetées. Dans le bilan d'ouverture en IFRS du 1^{er} octobre 2004, Fiducial Office Solutions a décidé, en outre, d'opter pour l'exception facultative de la norme IFRS 1 permettant de remettre à zéro les écarts actuariels à la date de transition. Pour les exercices suivants, Fiducial Office Solutions comptabilise une provision pour indemnités de fin de carrière au titre des droits acquis à la clôture en utilisant la règle du corridor.

En dehors des indemnités de fin de carrière, il n'existe aucun autre engagement à provisionner au titre des avantages au personnel.

M - LES INSTRUMENTS FINANCIERS DERIVES

Les instruments financiers dérivés (SWAP, CAP, etc.) sont enregistrés dans le bilan sur la base de leur juste valeur. Compte tenu de la similitude des principaux termes entre ces instruments de couverture et les éléments couverts (emprunts), ceux-ci ont été enregistrés en considérant la vraisemblance de l'efficacité de la couverture. S'agissant de couvertures de flux de trésorerie futurs, la partie efficace de celles-ci a été ainsi comptabilisée en réserves en vue de sa reprise ultérieure en résultat lors de la réalisation du risque couvert.

2 – SOCIETES CONSOLIDEES

SOCIETES INTEGREES GLOBALEMENT		% INTERET			METHODE DE CONSO	SECTEURS D'ACTIVITE		
NOMS	SIEGES	31/03/2009	31/03/2008	30/09/2008	31/03/2009	A	B	C
FIDUCIAL OFFICE SOLUTIONS	Courbevoie 92400 N° SIREN 969 504 133	SOCIETE CONSOLIDANTE				HOLDING		
SACIPRINT	Courbevoie 92400 N° SIREN 321 044 992	100,00	100,00	100,00	IG	*		
FIDUCIAL OFFICE SOLUTIONS	Bruxelles 1050 BELGIQUE	100,00	100,00	100,00	IG		*	
FIDUCIAL BUREAUTIQUE	Courbevoie 92400 N° SIREN 955 510 029	100,00	100,00	100,00	IG		*	
FIDUCIAL OFFICE STORES	Courbevoie 92400 N° SIREN 358 501 633	100,00	100,00	100,00	IG			*
FOS Espagne	Barcelone 08010 Espagne	100,00	100,00	100,00	IG		*	

A : Imprimerie et Arts Graphiques - B : Distribution - C : Autres activités - IG : Intégration Globale

– Variations de périmètre

Au cours du semestre, le périmètre de consolidation n'a subi aucune modification.

3 – ANALYSE DU CHIFFRE D’AFFAIRES

Par type de revenus

En milliers d'euros	31/03/2009	31/03/2008	30/09/2008
Ventes nettes de produits	103 816	110 749	207 355
Ventes nettes de services	2 118	1 944	4 192
	105 934	112 693	211 547

4 – DONNEES SECTORIELLES PAR SECTEUR D’ACTIVITE ET ZONE GEOGRAPHIQUE

Conformément aux critères d’identification de la norme IAS 14, Fiducial Office Solutions présente une information selon 3 secteurs d’activité (1^{er} niveau) et par pays (2^{ème} niveau).

Secteurs d'activité (En milliers d'euros)	Distribution	Imprimerie	Autres	Total Consolidé
Chiffres d'affaires externes	102 370	3 081	483	105 934
Ventes intersectorielles	3 444	1 572	-	5 016
Résultat opérationnel courant	2 753	- 562	- 157	2 034
Total Actif	106 218	4 520	15 913	126 651
Total Passif (hors capitaux propres)	70 005	3 650	295	73 950
Charge d'amortissement	167	110	42	319
Autres charges calculées (provision)	248	38	-	286
Quote-part de résultat dans les sociétés mises en équivalence	-	-	-	-
Investissements de l'exercice	349	148	-	497

Pays (En milliers d'euros)	France	Belgique	Espagne	Total Consolidé
Chiffres d'affaires externes	100 795	5 022	117	105 934
Total Actif	121 576	4 927	148	126 651
Investissements	497			497

2° Rapport semestriel d'activité

Les comptes semestriels au 31 mars 2009 qui vous sont présentés ont été établis en conformité avec les règles de présentation et les méthodes d'évaluation prévues par la réglementation en vigueur en France.

Les règles comptables et les principes d'évaluation retenus pour l'établissement des états financiers consolidés au 31 mars 2009 sont ceux contenus dans les normes et interprétations du référentiel IFRS en vigueur dans l'Union Européenne et en particulier la norme IAS 34 s'appliquant aux comptes intermédiaires.

I- Activité au cours du premier semestre

- Mouvements de périmètre

Aucun mouvement de périmètre n'est à signaler.

- Activité et résultats du premier semestre

Le chiffre d'affaires consolidé du premier semestre s'établit à 105,9 M€, en diminution de 6% par rapport au même semestre N-1.

Le marché français de la vente de fournitures de bureau est fortement affecté par la crise économique depuis juillet 2008, avec une tendance encore plus négative depuis janvier 2009.

Fiducial Office Solutions se situe dans la moyenne du marché sur ces 6 premiers mois..

Le premier semestre est marqué par :

- une activité en baisse par rapport à l'année précédente provenant d'une moindre consommation de fournitures de bureau et de mobilier de bureau de la part de nos clients (application de plans d'économies et report des décisions d'investissement en mobilier de bureau)
- un tassement du taux de marge provenant :
 - o d'un environnement économique marqué par des hausses importantes de certains de nos prix d'achats (consommables informatiques notamment, ...) difficilement répercutées à nos clients qui les acceptent mal,
 - o d'une modification du comportement d'achat de nos clients lesquels recherchent des produits économiques et qui achètent les produits strictement nécessaires à leurs besoins actuels revus à la baisse,
- la finalisation de notre projet d' « Excellence commerciale » qui a démarré début avril 2009, mais dont nous ne récolterons les premiers bénéfices (efficacité, croissance et productivité) que sur le second semestre

Dans ce contexte économique extrêmement difficile, le résultat opérationnel semestriel s'établit à 2,6 M€ (2,4% du CA) contre 4,3 M€ en N-1 (3,8% du CA).

- Evènements exceptionnels du semestre et évènements postérieurs

Aucun événement de nature exceptionnelle n'est intervenu au cours du semestre.

Les risques identifiés ont fait l'objet d'une provision dans les états financiers. Aucun événement significatif n'est intervenu sur le début du deuxième semestre de l'exercice.

II- Perspectives pour les 6 derniers mois de l'exercice

Nos ventes d'avril ne montrent aucun signe de reprise de la consommation des entreprises au début du second semestre. Et le mois de mai démarre sur un rythme peu soutenu.

Dans ce contexte, nous avons revu nos prévisions du deuxième semestre avec prudence, en prolongeant la tendance baissière des ventes constatée sur les 8 premiers mois de l'exercice. Sur fond de ralentissement économique, et en fonction des informations dont nous disposons, nous escomptons un CA consolidé annuel proche de 200 M€.

3° Déclaration de la personne assumant la responsabilité du rapport financier semestriel

A ma connaissance j'atteste que les comptes présentés dans le rapport financier semestriel sont établis conformément aux normes comptables applicables et qu'ils donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de Fiducial Office Solutions et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation. J'atteste également que les informations comprises dans le rapport semestriel d'activité présentent un tableau fidèle des événements importants survenus au cours des six premiers mois de l'exercice et de leur incidence sur les comptes semestriels et qu'il en est de même pour les informations de caractère prévisionnel pour les six mois restant de l'exercice.

Jean-Claude CARQUILLAT
Président et Directeur général

4° Rapport des contrôleurs légaux

Cabinet BOREL & Associés
1 avenue Dutrievoz
69100 VILLEURBANNE

Cabinet ESCOFFIER
40 rue Laure Diebold
69009 LYON

Rapport des commissaires aux comptes sur l'information financière semestrielle 2009

Aux actionnaires,

En notre qualité de commissaires aux comptes et en application de l'article L.232-7 du Code de commerce, nous avons procédé à :

- l'examen limité des comptes semestriels consolidés de la société FIDUCIAL OFFICE SOLUTIONS, relatifs à la période du 1^{er} octobre 2008 au 31 mars 2009, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la vérification des informations données dans le rapport semestriel.

Ces comptes semestriels consolidés ont été établis sous la responsabilité du Président du Conseil d'Administration. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes.

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes professionnelles applicables en France. Un examen limité de comptes intermédiaires consiste à obtenir les informations estimées nécessaires, principalement auprès des personnes responsables des aspects comptables et financiers, et à mettre en œuvre des procédures analytiques ainsi que toute autre procédure appropriée. Un examen de cette nature ne comprend pas tous les contrôles propres à un audit effectué selon les normes professionnelles applicables en France. Il ne permet donc pas d'obtenir l'assurance d'avoir identifié tous les points significatifs qui auraient pu l'être dans le cadre d'un audit et, de ce fait, nous n'exprimons pas une opinion d'audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause, au regard du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne, la régularité et la sincérité des comptes semestriels consolidés et l'image fidèle qu'ils donnent du patrimoine, de la situation financière ainsi que du résultat de l'ensemble constitué par les personnes et entités comprises dans la consolidation.

Nous avons également procédé, conformément aux normes professionnelles applicables en France, à la vérification des informations données dans le rapport semestriel commentant les comptes semestriels consolidés sur lesquels a porté notre examen limité.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes semestriels consolidés.

Lyon, le 26 mai 2009

Les Commissaires aux Comptes Inscrits

Pour le Cabinet BOREL et Associés
Arnaud COSTARD

Pour le Cabinet ESCOFFIER
Marc ESCOFFIER